

Europe de l'Est

# Le capital social du communisme dilapidé

VARSOVIE - Le grand bouleversement dans les politiques et dans l'économie des pays de l'Europe de l'Est durant ces 10 dernières années et depuis la fin de la guerre froide a eu un impact important sur l'éducation, qui était l'une des réussites du communisme. Le système éducatif en Europe du Centre et de l'Est a été brutalement secoué, note l'UNESCO dans sa dernière revue des 10 dernières années. Il a fallu réorganiser le système pour donner aux citoyens les connaissances nécessaires pour faire des choix démocratiques, alors que dans la prochaine décennie, ils devront apprendre à acquérir les connaissances qui leur permettront d'être compétitifs sur un marché commun de l'Union Européenne qui ne cesse de s'agrandir.

En résumé, alors que l'éducation de base reste plus ou moins accessible à tous, sa qualité et son fonctionnement ont été sérieusement affectés, mentionne l'UNESCO dans une revue des années 90.

"Sous le communisme, la qualité de l'éducation gratuite était un succès majeur à travers la région. C'est pourquoi son déclin est tout au plus très difficile à accepter aujourd'hui", dit le rapport présenté à un atelier régional à Varsovie, au début du mois de février, en prélude au Forum sur l'Éducation Mondiale qui se tiendra à Dakar. La transition a été caractérisée par de grandes chutes dans la production durant les années 90. Les taux des PNB sont tombés rapidement pendant les années 90, particulièrement dans les pays de l'ancienne Union Soviétique. En 1998, seules la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie ont enregistré de plus forts taux de PNB qu'en 1990. " La plupart des pays de la région ont moins d'argent maintenant que dans les années 90", affirme Albert Motivans, un expert de l'Europe de l'Est qui a rédigé le rapport synthèse pour l'UNESCO.

Les gouvernements devaient faire face au défi de réorganisation de leur économie avec des ressources publiques qui diminuaient de jour en jour. De plus, les différences dans le revenu des ménages et une plus grande inégalité dans le partage du revenu signifie qu'il y a moins d'argent disponible pour l'éducation. Actuellement, seuls les enfants de riches ont accès à un système éducatif qui était auparavant gratuit et accessible à tous, conclut l'UNESCO. Les enseignants ne sont plus payés depuis des mois.

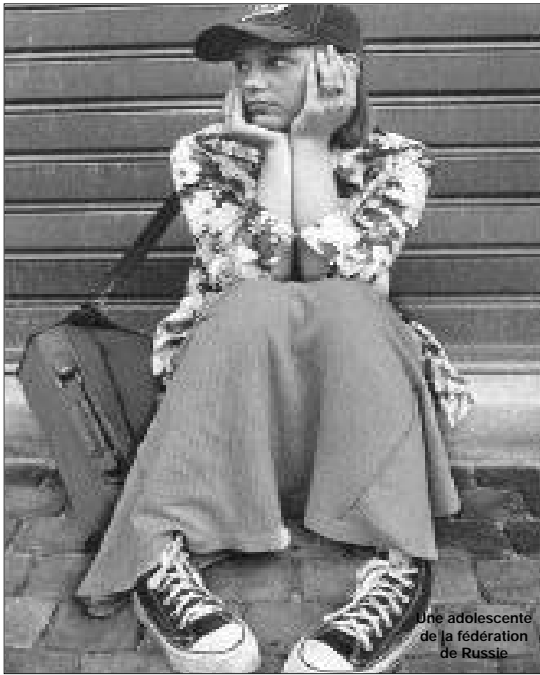
"Continuer à enseigner ressemble souvent à un acte d'héroïsme, note l'UNESCO. Puisque leurs revenus sont parmi les plus bas de toutes les catégories professionnelles, beaucoup d'enseignants sont obli-

gés d'avoir un second emploi pour avoir un revenu décent. Par conséquent, ils n'ont plus assez de temps pour garantir une éducation de qualité.

De plus, les demandes dans le système éducatif augmentent et ne cessent d'augmenter puisque les pays d'Europe Centrale et de l'Est ont postulé pour adhérer à l'Union Européenne. Ils ont réalisé que pour être compétitif dans une économie européenne plus large, ils n'ont pas seulement besoin de réorganiser leurs économies basées sur l'industrie lourde mais aussi de réorganiser leurs systèmes éducatifs pour avoir "les connaissances requises et nécessaires pour supporter la compétition nationale et européenne dans une période de mutations technologiques et de globalisation des marchés." Les Etats ont été emmenés à prendre du recul face à un système d'accès à l'éducation supérieure, en élargissant l'accès aux collèges et aux lycées puisque l'enseignement universitaire a lui-même besoin d'investissements

énormes à un moment où les ressources s'amenuisent de plus en plus.

Ces changements représentent des défis auxquels n'importe quel gouvernement, dans n'importe quelle circonstance, devra faire face. Mais pour les pays en transition, qui sortent du communisme, les demandes sont énormes. Les pays dont les économies sont les plus faibles ont peu de chance de satisfaire à ces demandes même si plus de ressources sont allouées à l'éducation. Par ailleurs, la décentralisation de l'éducation, en donnant une responsabilité plus grande aux autorités locales, fait apparaître les différences entre les régions. On n'alloue pas les ressources financières nécessaires aux autorités locales, plus particulièrement à celles des régions rurales pour faire face à leurs nouvelles responsabilités et pour avoir les moyens pour collecter des fonds supplémentaires.



Une adolescente de la fédération de Russie

Chine

## Cette compétition qui assomme les enfants

La réforme de l'éducation entreprise en Chine aurait pu être un sujet de joie mais, lorsque le ministère de l'Éducation a annoncé qu'on ne donnerait plus de devoirs de maison aux élèves le semestre prochain, cela a, au contraire, inquiété des centaines de parents. L'annonce selon laquelle les écoles allaient expérimenter hardiment de nouvelles méthodes d'enseignement qui ont pour but de former des individus "bien complets", a fait paniquer beaucoup de couples ayant un seul enfant. Ils ont peur que leur enfant ne puisse aller à l'école supérieure ou à l'université. De plus, ils redoutent que les nouvelles réformes ne constituent un handicap pour leur seule progéniture, en les empêchant d'acquiescer le potentiel pouvant leur permettre d'avoir des emplois bien rémunérés.

"Il est facile pour ces bureaucrates de Beijing de dire : "nous allons alléger le fardeau des études aux enfants", proteste Zeng Xiaoyan, mère d'une fille de 12 ans. "Mais s'ils laissent les enfants jouer maintenant, qui composera plus tard lors des examens universitaires".

Zeng est opposée à ce plan, oubliant comment il y a un mois, elle se plaignait de la situation difficile à laquelle les enfants étaient confrontés. Sa fille, Xiao Liu, était toujours fatiguée et déprimée parce qu'elle ne pouvait jamais supporter le fardeau écrasant des devoirs de maison. Au lieu de regarder la télévision où de s'amuser avec ses amis, elle restait jusqu'à 23 heures à faire des révisions et à résoudre des équations mathématiques. "Mon cœur se brisait juste à l'idée de la voir se réveiller à 6 heures du matin, sans se reposer du tout, et aller à l'école", admet Zeng. Malgré les vœux des dirigeants communistes de faire de l'éducation de la masse une de leurs priorités, à l'ère du nouveau siècle et après 50 ans de communisme, la Chine continue d'être un pays qui est gouverné par un groupe d'élites pendant que l'enseignement à l'université reste un rêve pour la grande majorité de la population. Dans un pays de 1,3 milliards de personnes, il n'y a que 2,5 millions de places disponibles à l'université. Seuls 3 ou 4 sur 100 Chinois réussissent à l'examen d'entrée à l'université. Le futur d'un enfant se détermine dès le bas-âge. Une compétition sévère commence à l'école primaire où des enfants de 10 ans se battent pour avoir les

meilleures notes, en passant de longues heures sur les leçons et les devoirs de maison. Les pressions parentales sur les enfants pour exceller en classe tournent parfois au drame. C'est le cas de Xu Li, un jeune de 17 ans, qui vient de la Province de Zhejiang, et qui a tué sa mère avec un marteau. Comme Zeng, la mère de Xu voulait qu'il soit l'un des 10 premiers mais il est seulement arrivé à occuper le 18ème rang. Fâchée, elle avait refusé de le laisser jouer au football avec des amis et aurait menacé de lui casser les jambes. Dans un excès de fureur, le jeune homme a donné un coup de marteau sur la tête de sa mère. Éduqués dans des vertus confucéennes de filiation et de respect pour les parents, beaucoup de parents étaient choqués par la violence et par la découverte de l'intensité de la pression que leurs enfants subissent. Au début du mois de février, le Président Jiang Zemin a prononcé un discours dont la presse a fait largement écho et dans lequel il semblait signaler un autre tournant dans la philosophie éducative.



L'un des soucis de la réforme chinoise, décompresser les jeunes

Pakistan

## L'Islam, alibi pour l'exclusion

Le tableau de l'analphabétisme au Pakistan est bien sinistre. Bien que les gouvernements successifs aient annoncé différents programmes en faveur de la promotion de l'alphabétisation, en particulier pour les femmes, ils se sont montrés incapables de transformer leurs paroles en actes en raison des différents obstacles politiques, sociaux et culturels.

Les statistiques officielles publiées par le Ministère Fédéral de l'Éducation du Pakistan dressent un portrait désespéré de l'éducation pour tous, en particulier pour les filles. Le taux global d'alphabétisme est de 46 %, tandis que seulement 26 % des filles savent lire et écrire.

Des sources indépendantes et des experts dans le domaine de l'éducation, sont, toutefois, sceptiques. Ils situent le taux global d'alphabétisme à 26 % et celui des filles et des femmes à 12 %, soutenant que les chiffres les plus élevés tiennent compte de personnes qui peuvent écrire un peu plus que leur simple signature. Il y a 163 000 écoles primaires au Pakistan, dont à peine 40 000 accueillent des filles. De même, sur un total de 14 000 collèges d'enseignement secondaire et de 10 000 lycées, 5 000 et 3 000, respectivement, sont réservés aux filles, en baisse dans les mêmes proportions que pour les quatre provinces ci-dessus. Il existe environ 250 établissements d'enseignement supérieur pour filles et deux facultés de médecine pour femmes dans le système public comprenant 125 districts. Quelque 7 millions de filles de moins de 10 ans vont à l'école primaire, 5,4 millions âgées de 10 à 14 ans vont au collège d'enseignement secondaire et 3 millions vont au lycée. Environ 1,5 million et 0,5 million de filles, respectivement, vont dans des lycées / établissements d'enseignement supérieur et des universités.

La situation est particulièrement alarmante en milieu rural en raison des obstacles sociaux et culturels. L'un des aspects les plus déplorables est que dans certaines régions, notamment dans les régions des tribus du nord, l'éducation des filles est absolument interdite pour des motifs religieux. C'est une interprétation erronée flagrante de l'Islam, la religion dominante au Pakistan (96 % de la population), qui, comme toutes les religions, exhorte les hommes et les femmes à acquérir une éducation. La situation est encore plus critique dans la NWFP et au Baluchistan, où le taux d'analphabétisme des femmes se situe entre 3 % et 8 %. Certaines organisations gouvernementales et non gouvernementales ont tenté d'ouvrir des écoles formelles et non formelles dans ces régions, mais les propriétaires terriens locaux, même lorsqu'ils n'ont pas grand chose, ni même rien à voir avec la religion ou les partis religieux, s'opposent à de telles mesures, par peur apparemment que les personnes qui apprennent à lire et à écrire cessent de les suivre avec une foi aveugle. Malheureusement, le gouvernement n'a pris, jusqu'à présent, aucune mesure pour promouvoir l'alphabétisme ou l'éducation des filles dans ces régions. Il est même réticent à aider les ONG ou d'autres petits partis politiques ou religieux à faire ce travail, parce que pour garder le contrôle, il a besoin du soutien de ces propriétaires et des chefs qui, en tant que membres des deux principaux partis, sont régulièrement élus à l'assemblée nationale. "Je veux aller à l'école pour apprendre, mais je ne peux pas parce que mes parents ne veulent pas que j'y aille", explique Palwasha, 9 ans, qui a visité la plus grande ville du Pakistan, Karachi, avec ses parents et vu des filles comme elle aller à l'école. Elle vit dans un village situé dans le district de Dir (NWFP), où l'éducation pour les filles n'existe pas.